



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Demande d'ouverture d'une enquête parcellaire dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway portant sur deux copropriétés situées avenue Georges Clemenceau impactées par l'emplacement d'une future station - Approbation**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a Déclaré d'Utilité Publique (DUP) le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé sur le secteur du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique initiale.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation.

Par délibération n°M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a tiré le bilan de la concertation et approuvé le tracé modifié qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul-Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, le rue Rouget-de-Lisle jusqu'au rond-point Paul-Fajon.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la Commune de Montpellier.

Par délibération n°M2021-207 du 7 juin 2021, la Métropole a approuvé le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique et a déclaré l'intérêt général du projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul-Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI). Il convient dès lors d'envisager l'engagement de la procédure d'enquête parcellaire sur une nouvelle section portant sur deux copropriétés situées avenue Georges-Clemenceau, lesquelles se trouvent impactées du fait de l'emplacement d'une future station.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à leur issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de

l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Notice explicative enquête parcellaire avenue Clemenceau.pdf
- L5-ENQ04-planche-parcellaire\_PL210-V2.pdf
- L5-ENQ04-PK7-Etat\_parcellaire Provisoire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.